

Communiqué de presse conjoint : Le Nouvel ambassadeur sri lankais à Genève était membre d'un escadron de la mort parrainé par le gouvernement.

W ITJPSL.COM
E ITJPSL@GMAIL.COM

EXECUTIVE DIRECTOR:
YASMIN SOOKA

A Johannesburg, le 3 février 2020

La Suisse a le devoir de refuser l'accréditation de l'ambassadeur désigné pour le Sri Lanka, C.A. Chandraprema, en raison de son adhésion, à la fin des années 80, à un escadron de la mort responsable du meurtre de centaines de personnes, y compris d'avocats spécialisés en droit de l'Homme, de journalistes, d'étudiants et d'écoliers.

A l'époque, C.A. Chandraprema était connu sous le nom de "Thadi Priyantha" et était un membre clé de l'Armée Rouge Révolutionnaire du Peuple ou ARRP (PRRA), l'un des nombreux groupes armés obscurs travaillant avec l'armée et visant les suspects lors d'un soulèvement de la jeunesse cinghalaise qui a fait 40 000 morts. Le ARRP émettait régulièrement des menaces de mort à l'encontre des journalistes et des militants des droits de l'Homme, y compris des membres du personnel d'Amnesty International, dont les rapports, à l'époque, accusaient le ARRP d'être impliqué dans des exécutions et des disparitions forcées.

Chandraprema a été arrêté au Sri Lanka au cours de l'année 2000 dans le cadre d'une affaire portant sur l'assassinat, en 1989, de deux avocats des droits de l'Homme - Charita Lankapura et Kanchana Abhayapala. Un ancien policier en détention avait nommé Chandraprema, comme étant l'assassin présumé, dans une déclaration sous serment, désormais disponible en ligne. Toutefois, Chandraprema a été libéré sur décision du Procureur Général, estimant qu'il n'existait pas de motif légal pour procéder aux poursuites. Depuis, il est resté protégé grâce à ses liens avec tous les principaux partis politiques du Sri Lanka Lanka.

«Ce serait l'ironie ultime qu'un homme dont le rôle supposé dans une affaire de meurtre de courageux avocats des droits de l'Homme n'a jamais été sérieusement instruit vienne à siéger au Conseil des Droits de

l'Homme », un organe destiné à protéger les droits des victimes et ceux des militants des droits de l'Homme, a déclaré la Directrice Exécutive de l'ITJP, Yasmin Sooka. «Le Sri Lanka a dans le passé intimidé et menacé les activistes participants aux sessions du Conseil des Droits de l'Homme - il n'est tout simplement pas prudent d'avoir un homme comme celui-ci à la tête d'une mission diplomatique à Genève».

Ces dernières années, Chandraprema est devenu journaliste chroniqueur. En 2012, il a écrit une hagiographie du Président Gotabaya Rajapaksa, dans laquelle il nie toutes les allégations de crimes de guerre commis par l'armée sri lankaise contre la population tamoul en 2009, alors qu'elles sont minutieusement documentées dans une série d'enquêtes menées par les Nations Unies.

«Le crime d'Etat impuni est l'abjecte face-cachée de la démocratie consacrée au Sri Lanka», a déclaré Bashana Abeywardene, coordinatrice de *Journalistes pour la Démocratie au Sri Lanka*. "La vérité a été enterrée de façon telle qu'un ancien membre présumé d'un escadron de la mort peut être proposé comme représentant du pays auprès de l'Organisation des Nations Unies et personne ne s'y oppose."

Pour plus d'informations, voir le dossier C.A. Chandraprema en suivant le lien - <https://itjpsl.com/assets/press/chandraprema-dossier-final-docx.pdf>

.

[REDACTED]
INTERNATIONAL [REDACTED]
[REDACTED] TRUTH [REDACTED]
[REDACTED] AND JUSTICE
[REDACTED] PROJECT [REDACTED]
[REDACTED]